

PLÉBISCITÉ PAR LE CONGRÈS DU RND ET APPUYÉ PAR BOUTEFLIKA

Ouyahia éradique les redresseurs

Comme prévu, Ahmed Ouyahia a été confortablement élu à la tête du Rassemblement national démocratique, le RND, jeudi dernier, au premier jour du congrès extraordinaire du parti transformé en un congrès ordinaire, le 5^e du genre, suite à l'adoption d'une résolution par les 1 600 participants aux assises qui se tenaient à l'hôtel El-Aurassi à Alger, depuis jeudi dernier. Il ne s'agit pas seulement d'une élection, mais d'un plébiscite, obtenu par suffrage direct et à bulletins secrets.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Pour la première fois dans l'histoire du parti, deux candidats ont postulé au poste de secrétaire général, ce qui a nécessité cette autre première qu'est le vote direct par les congressistes, à bulletins secrets.

Le verdict de cette épreuve des urnes sera sans appel : Ahmed Ouyahia obtient 1 513 voix, contre seulement 21 voix pour son rival, l'ancien secrétaire à la Jeunesse, Belkacem Mellah. Un résultat, mais aussi un mode de vote qui confère à l'actuel directeur de cabinet de la présidence de la République une légitimité et une autorité qu'aucun autre secrétaire général n'a pu obtenir avant lui.

Un résultat qui mettra hors circuit, définitivement, les adversaires de Ouyahia, à savoir les «redresseurs». Outre la légitimité que lui confère désormais le congrès, Ouyahia obtiendra le plus sur des appuis, une sorte de validation officielle de son poste à la tête du RND, qu'est le message de félicitations que lui adressera Abdelaziz Bouteflika, le soir même de son élection.

«J'ai suivi avec intérêt le vote qui vous a dûment porté, dans le cadre d'une opération démocratique à la tête du RND, ce parti qui a de tout temps adopté des positions nationales marquées du sceau de l'intégrité et de la sagesse, dans le seul but de placer les intérêts suprêmes du pays au-dessus de toute considération, à la faveur d'un programme politique et social rénové et d'une ligne nationale droite», écrira d'emblée Abdelaziz Bouteflika en préambule de son message.

Puis, ce passage, un peu plus personnalisé et qui fera, au moins, un mécontent : Ammar Saâdani : «Ma conviction était grande que les militantes et militants du RND, connus pour leur grande expérience sur la scène politique et leur haut sens de responsabilité, allaient vous élire à la tête de leur parti, confiants en cela que votre éclatante victoire pourrait contribuer à relever les grands défis qui se posent à notre pays.»

Le secrétaire général du FLN s'en est, pour rappel, violemment pris à Ahmed Ouyahia, fin mars dernier, l'accusant carrément de «trahison» envers Bouteflika ! Ce

message du premier concerné constitue, sans doute, un cinglant désaveu à Saâdani qui, au passage, avait décliné l'invitation d'assister au congrès du RND auquel il s'est fait représenter par deux membres du bureau politique du FLN. Le message présidentiel constitue, pour Miloud Chorfi, un proche de Ahmed Ouyahia et porte-parole du congrès, «une reconnaissance du Président de tous les Algériens aux compétences et à la personne de Ahmed Ouyahia ainsi que du parti et de ses militants».

Bouteflika, qui, dès son arrivée au pouvoir en 1999, avait commencé par malmener publiquement l'ancien parti majoritaire d'alors, le RND, finira par donner sa caution au congrès du parti, à travers un message, privilège



Ahmed Ouyahia, SG du RND.

Photo : Samir Sid

jusqu'à-là réservé au seul FLN dont il est le président. De quoi donner à Ahmed Ouyahia la «paix» pour au moins cinq ans ! L'homme, revenu à la tête du parti en juin 2015, à titre intérimaire, pourra ainsi conduire confortablement le RND lors des cruciales batailles électorales de 2017. Des élections législatives et locales qui devront déterminer la prochaine majorité

mais qui, surtout, constitueront le socle sur lequel sera adossée la prochaine élection présidentielle.

A l'occasion de ce 5^e congrès, Ouyahia a pu également compter sur la vieille garde du parti, comme Boualem Allah Ghoulamallah, Mohamed Chérif Abbès, Chérif Rahmani, l'ensemble des ministres du parti comme le puissant ministre de l'Industrie et des

Mines Abdesselam Bouchouareb, ainsi que quasiment tous les cadres du parti. N'ont manqué à l'appel que l'ancien ministre de l'Education Aboubakeur Benbouzid, «dont l'absence est justifiée» nous explique-t-on, et l'actuel ministre du Commerce, Bakhti Bélaïb, qui se trouve à l'étranger pour des soins.

Ceci étant, et après le secrétaire général, le congrès s'est attelé hier à l'élection du conseil national composé de 400 membres. Plus précisément, 367 élus auxquels s'ajouteront 10% de désignés. Des désignés que Ahmed Ouyahia choisira parmi les cadres et les personnalités nationales du parti.

Quant à la composante du bureau national, elle sera soumise à l'approbation du conseil national lors de sa première session, probablement en juin.

Ouyahia, qui présidera, aujourd'hui, la cérémonie de clôture de ce cinquième congrès, annoncera, par ailleurs, la date de sa conférence de presse qui devrait intervenir courant de la semaine, fonction de son agenda de directeur de cabinet de la présidence.

K. A.

AFFAIRE EL Khabar-MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

Benflis dénonce «l'approche clientéliste du pouvoir»

Le parti des Avant-gardes des libertés se met, lui aussi, de la partie quant à la polémique suscitée par l'action en justice intentée par le ministère de la Communication objectant de geler la vente d'actions du groupe El Khabar à une filiale du groupe Cevital de l'homme d'affaires Issad Rebrab.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Le bureau politique du parti, réuni, avant-hier en session mensuelle, a tenu à exprimer son indignation de ce qu'il considère être du «harcèlement, de l'arbitraire et de l'abus de pouvoir dont est victime le groupe El Khabar de la part du régime politique en place» qui, selon lui, «persiste dans sa stratégie d'épuration médiatique pour crime de non-allégeance».

Et au parti que dirige Ali Benflis d'exprimer «sa profonde indignation quant à l'approche clientéliste et rentière à laquelle le régime politique en place a recours pour récompenser indûment, dans le domaine médiatique en particulier, ses seuls piliers, soutiens et relais privilégiés et pour pénaliser tous les refus d'allégeance et de compromission».

Se disant convaincu que le combat pour la liberté de la presse, en particulier, et pour le droit à l'information en général est «partie intégrante de l'alternative démocratique visant à l'établissement d'un Etat de droit respectueux

des droits et des libertés de tous», le parti des Avant-gardes des libertés renouvellent sa ferme positionnement «aux côtés de tous ceux qui au sein de la profession médiatique, de la société civile et des forces politiques ont fait de la liberté de la presse et du droit à l'information une cause commune face aux agissements arbitraires et aux prétentions hégémoniques du régime politique en place».

Pour rappel, la deuxième chambre des référés du tribunal administratif de Bir-Mourad-Raïs, à Alger, a reporté d'une semaine cette affaire de rachat d'actions du groupe de presse El Khabar par une filiale de Cevital a été reportée

Le président de la deuxième chambre des référés du tribunal, Mohamed Dahmane, a, en effet, décidé de ce report mercredi dernier à l'issue d'une courte audience au cours de laquelle la défense du groupe Cevital s'est vu remettre le dossier initial, le dossier complémentaire et les conclusions additives, déposés par le ministère. Une procédure tout ce qu'il y a d'ordinaire puisque conforme aux dispositions des codes de procédure civile et administrative», ont estimé les avocats de la défense, qui mettra à la défense de présenter ses requêtes et de faire ses plaidoiries mercredi prochain.

Pour rappel, le ministère de la Communication a introduit une action en référé auprès du tribunal de Bir-Mourad-Raïs à l'effet

de vérifier la conformité avec les dispositions du code de l'information du rachat d'actions du groupe de presse El Khabar par NessProd, une filiale du groupe Cevital.

Un code qui, dans son article 25, stipule qu'«une même personne morale de droit algérien ne peut posséder, contrôler ou diriger qu'une seule publication périodique d'information générale de même périodicité éditée en Algérie».

Cet article sur la base duquel, comme l'a d'ailleurs soutenu l'avocat du ministère de la Communication, le département que dirige Hamid Grine a introduit une action auprès du tribunal qui révélera les transgressions dans le cadre de cette transaction. Et à M^e Amara Mohcine d'insister sur le fait que «le secret d'instruction doit être respecté pour toute affaire en dehors du tribunal», en allusion aux commentaires que suscite l'affaire aussi bien dans les médias qu'au sein de la classe politique et les acteurs associatifs dont nombre de représentants ont observé un sit-in de soutien au groupe El Khabar.

Ce que l'avocat du ministère de la Communication a dénoncé, estimant que «le ministre a usé de son droit, et le défendeur a le droit de se défendre et d'évoquer l'affaire au tribunal et non dans la presse nationale et étrangère».

M. K.

Communiqué du Syndicat national des journalistes (SNJ)

Le Syndicat national des journalistes suit de très près, depuis son début, les développements de ce qui est devenu l'affaire El Khabar.

Ce qui, en effet, n'était qu'une transaction commerciale, entre deux parties consentantes, en l'occurrence le groupe El Khabar et le groupe industriel Cevital, avec, en prime, la préservation des intérêts de l'ensemble des salariés de notre confrère El Khabar, dans toutes ses filiales, vire brutalement à une nouvelle forme de pression du pouvoir sur la presse.

La décision du ministère de la Communication, de soumettre l'accord conclu entre les deux parties à «l'appréciation» des juges, cache mal les motivations politiques des commanditaires réels de toute cette opération dont l'objectif est, à n'en pas douter, de faire avorter le rachat du groupe El Khabar.

Comment expliquer, sinon, que le ministère de la Communication, qui a à sa disposition une armée de conseillers juridiques, dont la majorité ont été les artisans directs de tous les textes qui régissent la corporation, notamment le code de l'information, a mis plus d'un

mois pour «s'immiscer», et de manière aussi maladroite, dans cette affaire ?

Le Syndicat s'interroge également sur la passivité de la tutelle, depuis des années, sur des cas innombrables de violation des lois dans le secteur, au point de tolérer toutes sortes d'infractions, pour peu que l'auteur soit du bon côté de la ligne de tolérance tracée par le pouvoir.

S'agissant seulement des monopoles, qui semblent effrayer tant la tutelle, le Syndicat rappelle, au besoin, qu'en la matière, elles sont plusieurs personnes physiques à en

cumuler, en toute impunité et le plus souvent, au mépris y compris de la législation du travail. Avec comme conséquence immédiate, la précarité qui frappe des centaines de nos confrères et autres assimilés travaillant dans le monde des médias. Une précarité qui risque de menacer nos confrères d'El Khabar. Ce dont le Syndicat met en garde et que, naturellement, il ne tolérera en aucune manière.

P/ le Syndicat national des journalistes, le Secrétaire général, Kamel Amarni